

AUTEUR: A. AYOUB

TITRE: Pétrole: hausse graduelle aujourd'hui ou hausse brutale
demain.

REFERENCE: Le Devoir, vendredi 3 février 1978

Pétrole: hausse graduelle aujourd'hui ou hausse brutale demain

Même si à chaque réunion des pays de l'OPEP on se trouve réduit à "deviner" les décisions que cet organisme arrêtera finalement en matière de prix pétroliers, il demeure quand même évident que "l'obsession" pétrolière dépasse de beaucoup le cadre des prévisions conjoncturelles.

On comprendra, en effet, peu de choses dans ce domaine si l'on refuse d'inscrire le cas du pétrole et de ses avatars dans le cadre plus général d'une problématique globale de l'énergie. D'aucuns vont même jusqu'à dire dans le cadre de l'idée et de l'image que nous nous faisons aujourd'hui de la société future.

Sans aller, ici-même, jusqu'à ces limites de l'analyse, il nous suffira tout simplement de décrire brièvement la situation énergétique probable dans le futur proche pour déceler directement les paradoxes et les contradictions des politiques nationales ou internationales actuelles à son égard.

Plus grave encore que l'épuisement du pétrole, c'est l'épuisement du temps nécessaire pour préparer la réponse à cet événement inéluctable qui est le plus inquiétant. A cet égard, la situation énergétique mondiale peut, au seuil de 1978, être très facilement ramenée à trois constatations d'une simplicité tout aussi désarmante que menaçante.

● La première constatation que l'on peut enregistrer, à la lumière des différentes études de projections et de prospectives, est que le pétrole continuera à occuper un pourcentage élevé dans le bilan énergétique mondial au moins jusqu'à la fin du siècle. Selon une étude du groupe EXXON, ce pourcentage sera en 1990 encore de 50% pour le monde, non inclus les pays du "bloc" communistes. Le restant de la consommation énergétique

sera assuré par le charbon et la gaz à raison d'environ 20% pour chacun de ses deux produits. Le nucléaire occupera, selon cette étude, un peu moins de 10% à la même époque laissant, ainsi, un peu moins de 1% aux pétroles synthétiques (schistes, sables asphaltiques, gazification et liquéfaction du charbon... etc). Les prévisions d'EXXON ne chiffrent même pas l'apport des énergies dites "douces" ou "propres" (solaire, éolienne, ...etc). En 2000, et selon une étude de l'EDF française, la situation évoluera vers moins de pétrole (36.6%) et plus de nucléaire (19.7%); le maintien du charbon et le recul du gaz naturel (17.2%). Les énergies "douces" restent toujours d'un apport symbolique: moins de 1%.

En résumé donc, aussi longtemps que les énergies de substitutions, tant les "fortes" et les "maudites" que les "douces" et les "propres", ne seront pas sur le marché en quantités significatives et suffisantes, le pétrole demeurera le recours ultime.

● La deuxième constatation, qui découle de la première ainsi que des modes de consommation qui ont cours dans des économies qui ne se décident vraiment pas à croire que l'ère de l'énergie bon marché est clos, est que les gisements pétrolifères dans le monde se vident à un rythme de plus en plus supérieur à celui des nouvelles découvertes. Il faut bien noter ici que le pétrole de la mer du Nord et de l'Alaska ne nous donnera qu'un répit de deux ou trois ans, car le déclin des livraisons de ces deux régions commencera à partir de 1981.

Si tout continue comme maintenant, il faudra s'attendre à une rupture entre l'offre et la demande pétrolière à l'horizon des dix ou quinze prochaines années. Les conféren-

ciers au IIIe Colloque International d'Economie Pétrolière qui s'est réuni en novembre 1977 à l'Université Laval et sous l'égide du GREEN, étaient unanimes à ce sujet malgré les différentes hypothèses envisagées sur l'évolution probable de l'offre et de la demande. Pour contrer cette tendance, ou plutôt pour faire reculer l'échéance, il faut aller chercher le pétrole à des endroits et à des profondeurs insoupçonnées jusqu'ici ou même pratiquer systématiquement la méthode de récupération secondaire sur les puits existants. Tout cela est possible, mais tout cela coûte très cher et exige de nouvelles techniques d'exploration, de développement et de récupération qui, parfois, ne sont pas encore au point.

● La troisième constatation est peut-être la plus grave en conséquences. Il s'agit de l'inadéquation, pour ne pas parler du hiatus, qui existe entre l'horizon du producteur d'énergie, celui du dirigeant politique et celui du consommateur.

En effet, le temps et les délais de réponse sont des facteurs très importants en matière énergétique. A titre d'exemple seulement, une centrale nucléaire a besoin de sept à huit ans comme période de gestation pour produire; un champ pétrolifère nécessite de six à dix ans; le délai de production commerciale de l'énergie solaire est encore indéterminé...etc. En revanche, l'horizon de l'homme politique dépasse rarement le délai qui sépare une élection d'une autre. Ce qui est évidemment court comparativement à "l'horizon énergétique". L'exemple de la Baie James est très illustratif et très typique à cet égard.

Pour le consommateur, il lui est rarement possible, étant donné son manque d'information et surtout de formation pour "apprécier" l'information qu'il reçoit, de décider dès aujourd'hui des priorités de demain. Il "colle" donc, aux réalités du moment et agit en conséquence. Ces réalités pour lui, s'appellent prix du gallon d'essence à la pompe, la facture de son chauffage domestique...etc. Il ne faut alors pas s'étonner de son incrédulité quant ou lui parle de "crise de l'énergie" s'il continue à considérer que le niveau des prix pétroliers qu'il subit ne s'est pas élevé d'une manière qui justifie toute cette "hystérie"! D'où le faible succès de la politique persuasive de conservation de l'énergie ou de lutte contre le gaspillage. Finalement, il ne faut surtout pas attribuer la baisse conjoncturelle de la demande pétrolière à cette politique de conservation au moment où cette baisse est simplement la conséquence du marasme économique qui sévit depuis quelques années dans l'économie mondiale.

L'insensibilité du consommateur aux problèmes énergétiques n'est donc pas de l'irrationalité, comme aiment à le répéter les documents et les études technocratiques. C'est tout simplement la manifestation la plus réelle de la "coalition" implicite entre le consommateur-votant et l'homme politique qui répugne à perdre ses élections pour les beaux yeux de la "vérité des prix". Les exemples sur ce comportement ne se comptent plus: la politique canadienne du double prix et de subventions au consommateur, les barrages que les députés et sénateurs américains dressent à l'encontre de la politique énergétique de Carter... etc.

À la lumière de ce qui précède, on peut poser la question suivante: faut-il accepter dès aujourd'hui, un ajustement par paliers du prix du "brut" de l'OPEP qui le conduirait, selon une politique d'augmentations progressives et programmées, à rejoindre dans cinq ou dix ans les coûts des produits énergétiques substitués; ou doit-on préférer un get artificiel et provoqué des prix de l'OPEP quitte à confronter dans trois ou quatre ans une flambée des prix comparable à celle de 1973-74?

La réponse que l'Administration américaine, qui donne le ton et indique souvent la voie aux administrations des autres pays industrialisés, semble donner à cette question s'articule autour de deux objectifs. Le premier cherche, par tous les moyens, à vouloir geler les prix de l'OPEP autour du chiffre fatidique de \$7 le baril en termes réels. Le second objectif consiste à faire hausser les prix à la consommation interne par l'intermédiaire de la taxation nationale. La conséquence de ces deux objectifs, selon l'optique américaine, est la captation de la rente pétrolière des pays producteurs en vue de sa canalisation dans le financement des investissements colossaux nécessaires à la production, sur le territoire national, des produits substitués.

Les fondements de cette politique remontent à l'époque Nixon-Kissinger et le plan du président Carter a très peu innové sur le fond en dépit de l'accent dramatique que le président américain utilise toujours en parlant de sa politique énergétique.

Trois contraintes hypothéquent la réussite de cette politique. La première est d'ordre interne. Il s'agit de faire admettre par un Congrès et un Sénat hautement réticents, une hausse des prix à la consommation interne. La bataille engagée dans ce sens par l'Administration Carter est loin d'être gagnée pour les raisons de principes que nous avons indiquées plus haut.

Par contre, la bataille pour faire geler les prix de l'OPEP — deuxième contrainte de cette politique — paraît con-

naître un succès éclatant et prolongé. En effet, depuis la hausse, de 1973-74, le prix du "brut" de l'OPEP a non seulement été gelé mais il a même baissé constamment en termes réels. Les \$12.70, prix actuel du baril de référence du pétrole saoudien Arabian Light, semblent ne pas dépasser en termes de pouvoir d'achat les \$7 de 1974.

Le président vénézuélien

par

ANTOINE AYOUB

Carlos Perez déclarait, en effet, à l'ouverture de la conférence de Caracas, en décembre dernier, que les revenus des pays de l'OPEP ont perdu la moitié environ de leur pouvoir d'achat comme conséquence de cette politique. Car au moment où les prix pétroliers n'ont augmenté que de 10% à 15% depuis janvier 1974, les prix des produits manufacturés que les pays pétroliers importent des pays industrialisés ont augmenté d'environ 105% pour la même période.

Si l'on ajoute à cela les effets de la baisse du dollar américain, monnaie de facturation et de paiement des achats pétroliers, il devient vraiment très difficile de soutenir, comme le font encore quelques milieux politiques et d'affaires, que le prix du pétrole constitue en soi l'élément majeur d'une inflation qui n'en finit pas de finir.

Il reste, bien entendu, que le succès de cette politique de gel systématique des prix du "brut" est conditionnée par le comportement conciliant et approuvateur de l'Arabie Saoudite, le "leader" virtuel des pays de l'OPEP en matière de fixation des prix. La brusque volte-face de l'Iran à la dernière conférence de l'OPEP et son ralliement à la position saoudienne ne fait que renforcer encore plus celle-ci. Mais jusqu'où ira la conciliation de l'Arabie Saoudite? Où, en termes plus directs, est-ce que ce pays peut vraiment aller à l'encontre des "souhaits" des États-Unis et dans quelles conditions serait-il tenté ou obligé de le faire? Ce sont là des questions qui renvoient directement à l'évolution très complexe et très imprévisible, à cause des "surprises" toujours possibles, de la crise

israëlo-arabe et du poids des États-Unis dans cette région explosive du monde que constitue le Moyen-Orient.

La troisième et dernière contrainte de la politique américaine est d'ordre institutionnel qui met en cause un des fondements même de la société et du système de ce pays, à savoir: les rôles respectifs de l'entreprise privée et de l'État dans l'économie. Les arguments des entreprises privées pour éloigner l'État du secteur de l'énergie sont, en apparence mais en apparence seulement, d'une extrême simplicité. Nous avons, disent-elles, prouvé à maintes reprises, surtout dans les périodes de crises comme pendant l'embargo pétrolier de 1973 que nous sommes efficaces et peut-être aussi responsables que les gouvernements; nous avons à notre disposition une expérience dans les affaires énergétiques qui est parfois centenaire. Laissez-nous, donc, tranquillement faire des profits en libérant les prix et en diminuant les taxes et vous verrez que cette efficacité et cette expérience triompheront finalement de la crise prochaine. Soyez seulement prêts à nous aider quand on vous le deman-

de! Ce langage ne semble pas satisfaire pleinement ni spontanément les consommateurs, les écologistes, les défenseurs de l'environnement, la bureaucratie gouvernementale... etc. D'où leurs pressions sur l'État pour maintenir sinon augmenter son contrôle sur des entreprises dont le pouvoir n'a aucune commune mesure avec chacun de ces groupes d'intérêt considérés isolément.

C'est entre ces trois contraintes que naviguent les politiques énergétiques des pays industrialisés en général et des États-Unis en particulier. Sans aucunement régler les problèmes de transition énergétique, ces politiques ont jusqu'ici seulement permis de subventionner le consommateur des pays industrialisés par les pays de l'OPEP. Mais jusqu'à quand ces derniers vont-ils accepter d'être pratiquement dépouillés de leur seule richesse épuisable pour maintenir le niveau de vie des sociétés dites de consommation?

Antoine Ayoub est professeur d'économie politique à l'Université Laval et directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie (GAREN).